

MYANMAR - La censure à nouveau allégée

<http://www.courrierinternational.com/breve/2011/12/13/la-censure-a-nouveau-allegee>

13.12.2011

Depuis le 9 décembre, 54 publications, spécialisées dans les affaires et les faits divers, ne sont plus obligées de soumettre au préalable leur copie à la tristement célèbre Press Scrutiny and Registration Division, autrement dit les services de la censure, lit-on dans le *Myanmar Times*, un hebdomadaire bilingue publié à Rangoon. La mesure s'inscrit dans le cadre de l'ouverture politique du régime birman. Voilà six mois, il avait déjà assoupli son contrôle sur quelque 200 titres spécialisés dans le divertissement, la santé, les enfants, les technologies et le sport. Reste que ceux qui ne tombent pas dans ces sept catégories, dont en particulier les journaux traitant de l'actualité politique, devront encore patienter avant goûter à la liberté.

MYANMAR - La liberté pour de vrai ? <http://www.courrierinternational.com/article/2011/11/24/la-liberte-pour-de-vrai>

Le pouvoir birman vient d'engranger plusieurs succès diplomatiques. Mais, face aux signes d'ouverture dans la rue comme au sein de l'opposition, chacun peine encore à y croire.

24.11.2011

Aung San Suu Kyi inspire profondément. Elle réfléchit. Intensément. Il est vrai, après tout, qu'elle s'apprête à répondre à la question qui habite aujourd'hui l'ensemble de ses compatriotes : le Myanmar est-il engagé pour de bon sur la voie du changement ? est-il véritablement en passe d'émerger des ténèbres de la dictature militaire pour se diriger vers une aube nouvelle d'ouverture et de liberté ? Lentement, comme pour peser chacun de ses mots, le Prix Nobel de la paix déclare : *“Je pense que l'on peut dire que nous assistons à l'ouverture de la route vers la démocratie.”*

Ses propos, tenus la semaine dernière lors d'un rassemblement marquant le premier anniversaire de la levée de son assignation à résidence, survenaient après plusieurs semaines de signaux positifs. Et en fin de semaine les choses se sont une fois encore accélérées : l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est a accordé au Myanmar sa présidence tournante pour 2014 ; le président Obama a téléphoné à Aung San Suu Kyi et confirmé que la secrétaire d'Etat Hillary Clinton se rendrait dans le pays le 1er décembre ; Aung San Suu Kyi et la Ligue nationale pour la démocratie (LND) ont accepté de se réenregistrer auprès des autorités et de se présenter aux élections [législatives] partielles à venir. Incontestablement, une nouvelle page se tourne.

Sans surprise, dans la rue, l'optimisme prévaut, mais un optimisme teinté de prudence. Soe Myint, un libraire du centre de Yangon [nom officiel de Rangoon, l'ex-capitale], fait partie des plus optimistes. Une large photo du général Aung San, héros de l'indépendance et père d'Aung San Suu Kyi, trône dans son échoppe. Les années et les mites ont donné un sérieux coup de vieux au cliché. Mais les vis du cadre sont neuves. *“Je ne l'ai accroché que la semaine dernière, confie le bouquiniste. Avant, la police et l'armée l'auraient vu de la rue et m'auraient cherché des ennuis. Maintenant, je pense que ça se passera bien. Petit à petit, les choses vont s'améliorer. La tendance est lancée, maintenant.”*

Dans les rues alentour, les étals installés à même les trottoirs vendent eux aussi des photos du général Aung San et de sa fille. Mais Ohn Kyaw, comptable dans une agence de voyage, presse le pas en les longeant. *“Je ne veux même pas qu'on me voie les regarder”,* explique-t-il une fois à l'abri au coin de la rue. *“C'est certainement un piège. Je voudrais bien croire tout ce que je vois sur l'assouplissement de la censure, la libération d'Internet, etc., mais je n'y parviens pas. Pas encore.”* Tin Tin, 47 ans, un vendeur de jade sino-birman qui exerce sur le plus grand marché de la ville, préfère, lui, évoquer les changements qu'il y a eu dans son quotidien. *“J'ai enfin obtenu mes papiers d'identité. Je croyais que ça n'arriverait jamais. Le plus sidérant, c'est que je n'ai même pas eu besoin de verser de pots-de-vin à qui que ce soit. Les petits fonctionnaires nous disent que ces pratiques appartiennent désormais au passé. Si c'est vrai, le changement est colossal !”*



En déambulant dans les rues ombragées de l'ancienne capitale aux bâtiments encore peu élevés, on remarque que les larges panneaux rouges exhortant les citoyens à "écraser les conspirateurs et les espions" et à garder l'œil sur les "complices" ont disparu. Les postes de police ne se sont cependant pas encore séparés du message "Je peux vous aider", rédigé de manière sibylline comme une affirmation et non comme une question. Et les policiers eux-mêmes, munis d'armes automatiques et de lance-grenades, restent en faction à l'ombre des arbres aux points stratégiques de la ville.

Leur présence rappelle que les défis à venir ne doivent pas être sous-estimés. Débarquer ici en provenance de Bangkok, c'est, il est vrai, revenir plusieurs décennies en arrière. Des voitures japonaises déginguées des années 1970 et 1980 sillonnent les rues défoncées. Les téléphones mobiles se négocient plus de 500 dollars [environ 370 euros] et les cartes de crédit ne sont d'aucune utilité. L'accès à Internet a beau avoir été libéré, le débit est si faible que la moindre opération prend un temps considérable.

Quand, la semaine dernière, Aung San Suu Kyi, flanquée d'hommes âgés qui ont survécu à vingt ans de lutte acharnée, s'est exprimée, l'ampleur de la tâche sautait aux yeux. A l'image de son siège, cabane au sol de béton et au toit de tôle, la LND devra reconstruire un réseau si elle entend jouer un rôle politique de premier plan. Aung San Suu Kyi n'ignore pas le chantier qui l'attend. La mise sur pied de ce réseau, la poursuite de la lutte pour la création d'un Etat de droit et la libération des derniers prisonniers politiques figurent en tête de ses priorités. Jusqu'à maintenant, elle s'imposait comme un chef moral ; à elle désormais de montrer qu'elle a l'envergure d'un stratège et d'un chef politique.

Cette liberté qui tue la presse <http://www.courrierinternational.com/article/2011/11/18/cette-liberte-qui-tue-la-presse>

Les médias de la dissidence birmane, confrontés à un tarissement de leurs financements, vont-ils payer le prix fort pour l'ouverture politique à l'œuvre ces dernières semaines ? Possible. Mais, face aux bouleversements en cours, c'est l'ensemble de la profession qui s'interroge sur la direction à prendre.

18.11.2011 | Dan Waites, de Chiang Mai

Il y a un peu plus de quatre ans, un reporter de *Democratic Voice of Burma (DVB)*, une agence de presse [proche de la dissidence] en exil, avait filmé un soldat birman jetant le journaliste japonais Kenji Nagai au sol avant de l'abattre à bout portant. Ces images, parmi des heures tournées par *DVB* pendant le soulèvement baptisé "révolution de safran", ont fait le tour du monde. Elles illustraient avec force la brutalité du régime et la nécessité d'avoir des médias indépendants en mesure de témoigner. Aujourd'hui, les médias birmans en exil – des plus connus comme *DVB*, *The Irrawaddy* et *Mizzima* aux petites organisations destinées aux minorités ethniques du pays – sont confrontés à de graves difficultés de financement [lire encadré]. Et le développement surprenant et rapide de la liberté de la presse dans le pays soulève des questions sur leur avenir. La prochaine révolution du Myanmar sera-t-elle télévisée et si oui par qui ?

Quand, dans son discours de prise de fonctions, le 30 mars, le président Thein Sein a lancé un appel sans précédent au respect du rôle des médias comme "quatrième pouvoir", les observateurs auraient très bien pu accueillir la chose avec cynisme et ils en auraient été pardonnés : le Myanmar, aussi appelé Birmanie, est connu pour avoir l'un des environnements médiatiques les plus restreints et les plus censurés au monde. Au moment où l'ancien général s'exprimait, quelque 25 journalistes croupissaient en prison, une part infime des 2 000 prisonniers politiques dont l'existence ne pouvait être mentionnée sur le papier. Le régime dominait sans faille l'audiovisuel local et bourrait les ondes de propagande militaire.

Les propos de Thein Sein ne se sont pourtant pas révélés complètement stériles. Des changements sont intervenus et à un rythme qui a surpris nombre d'analystes. *The New Light of Myanmar*, le risible porte-voix du régime, a remis les slogans accusant la BBC, Voice of America et Radio Free Asia, qui diffusent des

programmes en birman dans tout le pays, d'être "un ramassis de menteurs qui tentent de détruire le pays". Après des années de censure, les sites de *DVB* et de *The Irrawaddy* ont été débloqués, même si moins de 1 % des Birmans ont accès à Internet. A Naypyidaw [la capitale], les journalistes étrangers et locaux sont désormais autorisés à couvrir les débats parlementaires, bien que sous certaines conditions. Et les fonctionnaires, qui n'avaient jadis de comptes à rendre qu'à leurs supérieurs, se montrent depuis quelques mois plus disponibles.

Mais ce n'est pas tout. Le plus impressionnant, ce sont peut-être les changements survenus à la Division d'enregistrement et d'examen de la presse, le tristement célèbre organe de censure. Le gouvernement a annoncé en juin que les éditeurs auraient le droit, sans solliciter son approbation au préalable, de publier des articles sur le sport, les divertissements, la technologie, la santé et la littérature enfantine. Les censeurs ont en outre la main plus légère quand ils scrutent les 350 hebdomadaires et mensuels d'information du pays et permettent de voir le jour à certains sujets qui seraient jadis passés à la trappe, par exemple des interviews de journalistes en exil, des personnalités politiques de l'opposition, des dissidents et des militants des droits de l'homme. Les images de l'icône de la lutte pour la démocratie Aung San Suu Kyi ont fleuri dans les kiosques. "Le relâchement de la censure a été considérable et plus rapide que ce à quoi la profession s'attendait", nous confie par courriel un journaliste de Rangoon qui souhaite conserver l'anonymat. "Les journalistes ont désormais davantage de marge pour critiquer ou citer des personnes qui critiquent le gouvernement et le secteur privé. Ils sont en mesure de couvrir des questions qui étaient jadis considérées comme trop sensibles, à l'image des prisonniers politiques. Il y a aussi beaucoup plus de plaidoyers, d'appels au gouvernement à faire ceci ou cela, ce qui je pense est également positif."

Si nombre d'analystes, de diplomates et d'organisations non gouvernementales internationales sont séduits par le programme de réforme du président Thein Sein, certains observateurs demeurent méfiants et doutent des véritables intentions de cet homme qui s'est élevé aux plus hauts échelons d'une armée qui dirige le Myanmar d'une main de fer depuis près d'un demi-siècle. D'autres font valoir que des dissensions continuent de prévaloir au sein du régime entre les "réformistes" tels que le président de la République et Shwe Mann, le président de la Chambre basse du Parlement, et des éléments plus conservateurs emmenés par le vice-président, Tin Aung Myint Oo. Dans le même temps, il est vrai, 14 journalistes de *DVB* restent emprisonnés, parmi lesquels Hla Hla Win, 27 ans, condamné à vingt-sept ans de prison en 2009 pour avoir interviewé des moines. En septembre, Sithu Zeya, 21 ans, a vu sa condamnation à huit ans de détention prolongée de dix ans dans le cadre de la loi sur l'électronique, un texte vague et souvent appliqué arbitrairement.

De même, une myriade de questions essentielles au débat lié à l'émergence de la démocratie au Myanmar restent interdites aux médias du pays. Il en est ainsi de la Constitution controversée de 2008, adoptée après un référendum organisé alors que le cyclone Nargis venait de s'abattre sur le pays, qui demeure intouchable. Les conflits dans les Etats peuplés de minorités ethniques, qui ont dominé les soixante dernières années de l'histoire du pays, restent à peine évoqués dans la presse locale. Le 9 juin, l'armée a lancé une offensive contre l'Armée pour l'indépendance du Kachin, rompant ainsi un cessez-le-feu vieux de dix-sept ans. Les agences de presse en exil, au premier plan desquelles le *Kachin News Group* et le *Shan Herald Agency for News*, ont rapporté les horreurs perpétrées par l'armée gouvernementale dans l'Etat kachin et le nord de l'Etat shan depuis la reprise des hostilités, mais le sujet demeure tabou pour les médias basés dans le pays. Naw Din, le rédacteur en chef du *Kachin News Group*, affirme que le gouvernement interdit aux reporters de Rangoon de se rendre sur le front. D'après lui, la communauté internationale s'est fait berner : elle a détourné son attention de ce qui se trame dans l'Etat kachin et se concentre sur Rangoon et Naypyidaw. Aung Zaw, rédacteur en chef et fondateur de *The Irrawaddy*, est du même avis. "Parfois les gens disent : 'On peut publier la photo d'Aung San Suu Kyi, alors on a la liberté de la presse', mais c'est un tout petit pas, un pas de bébé. Et les victimes des violations des droits de l'homme, les viols, les prisonniers qui croupissent en prison, est-ce qu'on peut parler de ça ? Personne ne peut aborder ces choses... Seuls les médias situés à l'extérieur du pays en ont la possibilité."

Si le Myanmar, de fait, a toujours un besoin évident des médias en exil, ceux-ci subissent une grave pression financière car les donateurs réduisent les aides qui leur permettent de fonctionner. Cela s'explique en partie par le serrage de ceinture général qui met sous pression tous les donateurs occidentaux. Mais, dans le même temps, certains préfèrent désormais allouer leurs fonds à des organisations implantées au Myanmar. Si le pays poursuit sa route sur la trajectoire actuelle, et rien n'est moins sûr, la concurrence pour l'argent des donateurs s'accroîtra entre organisations extérieures et intérieures. L'objectif à long terme pour les médias en exil, c'est le retour dans un Myanmar libre. Le chemin est encore long. "Le moment viendra, mais nous rentrerons au pays dignement, déclare Aung Zaw. Nous ne nous inclinons pas, nous ne courberons pas la tête, nous ne reviendrons pas en Birmanie pour ressembler à des prisonniers. Je ne reviendrai pas comme ça, personne ne reviendra comme ça... Avec ce que je fais depuis vingt ans, je risquerais cent ans de prison. Seulement si je peux faire en Birmanie ce que je fais aujourd'hui ici [en Thaïlande], je rentrerai."